



GROUPE COLABOR INC.
RAPPORT DE GESTION

Premier trimestre de 2019

En date du 23 mars 2019

TABLE DES MATIÈRES

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs	3
2. À propos de Colabor	4
2.1 Profil de la Société	4
2.2 Développements d'entreprise en 2019	6
2.3 Situation économique actuelle, stratégies de développement et perspectives d'avenir	7
3. Faits saillants du trimestre terminé le 23 mars 2019	7
4. Mesures de performance non conformes aux IFRS	8
5. Analyse de la performance	9
5.1 Résultat net	9
5.2 Situation financière	13
5.3 Flux de trésorerie	19
6. Résumé des derniers trimestres	21
7. Transactions entre parties liées	21
8. Transactions hors bilan	21
9. Risques et incertitudes	22
10. Estimations et jugements importants	22
11. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière	24
12. Normes, modifications et interprétations existantes qui ne sont pas encore en vigueur	24

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. (la « Société » ou « Colabor ») porte sur le résultat net, le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du premier trimestre terminés le 23 mars 2019. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités du 29 décembre 2018 et leurs notes. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Ces états financiers peuvent être consultés à www.sedar.com et à www.colabor.com.

Un exercice financier standard de Colabor est composé de treize périodes; les trois premiers trimestres sont composés de trois périodes chacun et le dernier trimestre, de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre.

Ainsi, les ventes et le résultat net de la Société sont proportionnellement moins élevés aux premier, deuxième et troisième trimestres et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33 % plus de jours d'opérations que les autres trimestres de l'exercice. De plus, il est à noter que les ventes de la Société sont saisonnières. Ainsi, le volume des ventes du premier trimestre est moins élevé en comparaison aux autres trimestres.

Les actions de Groupe Colabor Inc. se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « GCL » tandis que ses débetures convertibles se négocient sous le symbole « GCL.DB.A ».

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant la Société sur SEDAR à www.sedar.com et sur le site Web de Colabor à www.colabor.com. L'information sur le site Web de la Société n'est pas intégrée par renvoi au présent rapport de gestion.

2. À propos de Colabor

2.1 Profil de la Société

Description des activités

Fondée en 1962, Colabor est un distributeur et un grossiste de produits alimentaires desservant le marché des services alimentaires dans les créneaux de l'hôtellerie, de la restauration, des marchés institutionnels (« HRI ») et celui du marché de détail. Elle exerce présentement ses activités dans deux segments, soit le segment Distribution et le segment Grossiste, ainsi que dans trois régions géographiques : l'Ontario, le Québec et les Maritimes.

A. Segment Distribution

Les activités de distribution de Colabor s'étendent sur le territoire de l'Ontario, du Québec et des Maritimes. La Société distribue à la fois des produits spécialisés tels que les viandes, les poissons et les fruits de mer (« Distribution Spécialisée ») ainsi que des produits généralisés alimentaires et connexes (« Distribution Broadline ») auprès des HRI et du détail.

i. Distribution Broadline

1. Summit Foodservice (« Summit ») – division de l'Ontario

Summit distribue plus de 14 000 produits, depuis des entrepôts à Ottawa, à London et à Mississauga, à plus de 3 600 clients, incluant : (i) Société de Recettes illimitées, anciennement les entreprises Cara (ci-après « Recettes illimitées »); (ii) d'autres chaînes de restauration; (iii) des restaurants indépendants; et (iv) des clients institutionnels dont des hôpitaux, des écoles et des institutions gouvernementales. La gamme de produits de Summit comprend des produits surgelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires.

Ces entrepôts sont certifiés HACCP. Ce terme signifie « Hazard Analysis Critical Control Point » en anglais ou « Analyse des dangers et maîtrise des points critiques » en français. La certification oblige à identifier les risques spécifiques, à déterminer des points de contrôle de ces risques et à définir des mesures préventives.

2. Skor – Division « Libre-service » – division de l'Ontario

Cette division opère 4 magasins « libre-service » dans le sud de l'Ontario et offre plus de 10 000 produits de détail et de services alimentaires à des dépanneurs, à de petites épiceries, à des cafétérias ainsi qu'à des restaurants.

3. Colabor Distributeur Alimentaire (« CDA »)

CDA est un important distributeur auprès de clients des services alimentaires et de détail dans les régions de Québec, du Saguenay, de la Mauricie, du Bas St-Laurent et de la Gaspésie, du Nouveau-Brunswick et de la Côte-Nord. CDA distribue plus de 12 000 produits depuis ses deux entrepôts stratégiquement situés à Lévis et à Rimouski. La clientèle, de près de 4 600 clients, se compose principalement de restaurants, d'exploitants de services alimentaires, de magasins d'alimentation spécialisés, de comptes institutionnels tels des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, ainsi que de certains autres clients du commerce de détail. CDA offre une gamme complète de produits dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires. Elle offre donc une solution multiservice à ses clients.

ii. Distribution Spécialisée**4. Les Pêcheries Norref Québec Inc. (« Norref »)**

Norref est une entreprise spécialisée dans l'importation et la distribution de poissons et de fruits de mer frais au Québec. Norref est reconnue comme le plus important distributeur de ce genre au Québec.

Norref exploite un centre de distribution à Montréal et détient une certification HACCP et une approbation fédérale lui permettant de vendre à l'échelle nationale. Norref distribue toute une gamme de poissons et de fruits de mer frais et surgelés. La clientèle de Norref est diversifiée et se compose de supermarchés, de restaurants, d'hôtels et de poissonneries.

5. Viandes Lauzon (« Lauzon »)

Lauzon effectue la préparation et la transformation de viandes de qualité supérieure pour les provinces du Québec et de l'Ontario et est un important distributeur des marques de bœuf de grande notoriété telles que Angus Pride et Sterling Silver. Lauzon est réputée, entre autres, pour ses produits, son expertise et pour un service à la fois efficace et souple au secteur HRI. Lauzon mène ses activités dans une usine située à Montréal et détient une certification HACCP ainsi qu'une approbation fédérale lui permettant de vendre ses produits à l'échelle nationale.

B. Segment Grossiste

Les activités de ventes en gros de Colabor ont lieu dans l'ensemble de la province de Québec et des provinces de l'Atlantique et de façon plus limitée, en Ontario. La Société offre des produits spécialisés, principalement la viande (« Grossiste Spécialisé »), ainsi que des produits généralisés alimentaires et connexes (« Grossiste Broadline ») aux distributeurs et détaillants alimentaires.

i. Grossiste Broadline**1. Centre de distribution de Boucherville (« Boucherville »)**

Cette division exploite un centre de distribution à Boucherville.

Les ventes de Boucherville sont constituées de produits alimentaires et non alimentaires fournis à des distributeurs qui, à leur tour, redistribuent ces produits à plus de 25 000 clients faisant affaire dans les secteurs des services alimentaires et du commerce de détail pour la province de Québec et les provinces de l'Atlantique.

ii. Grossiste Spécialisé**2. Viandes Décarie (« Décarie »)**

Décarie est un grossiste et un distributeur spécialisé dans le marché de la viande et des produits de boucherie. Décarie exploite un centre de distribution à Montréal. À titre de grossiste, cette division distribue un large éventail de viandes fraîches et congelées telles que le bœuf, le veau, l'agneau, le porc ainsi que la volaille. Sa clientèle se compose de distributeurs, de détaillants en alimentation et de boucheries spécialisées. Décarie détient un permis fédéral lui offrant la possibilité de vendre ses produits à l'échelle nationale. Ses installations sont certifiées HACCP.

2.2 Développements d'entreprise lors du premier trimestre de 2019

Au cours du premier trimestre de 2019, et suite à la fin du trimestre, les événements suivants ont eu un impact sur le développement général et les opérations de la Société.

Changements à l'équipe de direction

Le mandat de M. Mario Brin à titre de premier vice-président et chef de la direction financière par intérim a pris fin le 16 janvier 2019. M. Brin avait été nommé en poste le 10 septembre 2018.

Le 21 février 2019, Colabor a annoncé la fin du mandat de M. Robert Briscoe à titre de vice-président exécutif du conseil d'administration de la Société. M. Briscoe, un entrepreneur chevronné et investisseur dans le domaine des services alimentaires, avait été nommé vice-président exécutif afin de supporter l'ancienne direction et de faciliter la transition avec la nouvelle direction. M. Briscoe continue de siéger au conseil d'administration et demeure toujours disponible pour faire profiter la direction de son expérience dans l'industrie.

Nomination à l'équipe de direction

En date du 2 mai 2019, la Société annonce la nomination de M. Pierre Gagné, CPA, CA, MBA, au poste de Premier vice-président et chef de la direction financière. Son entrée en poste est prévue pour le 27 mai 2019. M. Gagné possède plus de 30 ans d'expérience en finance, ayant occupé des postes de chef de la direction financière auprès de grandes sociétés privées et publiques, dont Services de Transport FLS Limitée, GDI services aux immeubles inc. et Cogeco inc./Cogeco Cable inc.

2.3 Stratégies de développement et perspectives d'avenir

Stratégies de développement et perspectives d'avenir

Depuis plusieurs années, Colabor travaille à accroître sa présence dans le marché des services alimentaires dans l'Est du pays. C'est dans ce marché que la Société possède un important avantage compétitif et sait se démarquer en tant que distributeur desservant le marché des HRI. C'est également dans ce créneau où les opportunités de croissance sont favorables, tant au niveau de la consolidation qu'au niveau des opportunités de croissance organique.

En 2014, Colabor a fait l'acquisition des actifs de Marcotte alimentation de Trois-Rivières, une transaction qui lui permet d'étendre son réseau de distribution broadline en région. C'est également dans cet esprit que Colabor s'est dotée en octobre 2016, d'une option d'achat à son gré d'une durée de 3 ans pour Dubé & Loiselle inc., un important distributeur alimentaire opérant principalement en région et présentant une vision novatrice du marché alimentaire québécois.

Au courant des dernières années, la Société a investi significativement dans ses activités de Distribution broadline au Québec et a ainsi pu étendre la portée de ses activités. Colabor dessert maintenant près de 4 600 clients, principalement de restaurants, des exploitants de services alimentaires, des magasins d'alimentation spécialisés, des comptes institutionnels tels des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, et d'autres commerçants au détail. Elle leur offre une gamme complète de produits dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires. Elle offre donc une solution multiservice à ses clients et un accès à produits à forte valeur ajoutée dont ses marques privées.

Le segment Distribution broadline au Québec connaît depuis lors une croissance favorable et a contribué à soutenir la rentabilité de la Société.

3. Faits saillants financiers du trimestre terminé le 23 mars 2019

- Ventes consolidées se chiffrant à 235,0 M\$ en baisse de 4,4%, résultant de la perte de volume dans les deux segments d'opération.
 - Les ventes du segment Distribution ont baissé de 5,3% provenant principalement de la perte de volume en Ontario (principalement de la perte du contrat d'approvisionnement de la grande chaîne de restauration Montana's BBQ & Bar en date du 1 avril 2018), résultat qui a été partiellement mitigé par l'amélioration des ventes provenant des activités de Distribution Broadline au Québec.
 - Les ventes du segment Grossiste ont baissé de 1,4%, s'expliquant par une réduction du volume de vente provenant des activités de Grossiste Spécialisé dans la viande.
- Les marges en pourcentage des ventes se sont améliorées de l'ordre de 2,5% par rapport à l'année précédente, provenant d'un mix de clients plus favorable, de l'augmentation des ventes de marques privées et de produits à plus forte valeur ajoutée.
- BAIIA se chiffrant à 0,3 M\$ par rapport à un BAIIA de (1,2) M\$ lors du trimestre correspondant de l'année précédente. Cette variation s'explique principalement par un meilleur contrôle des coûts provenant de la mise en place du plan de rationalisation, du déploiement de mesures d'optimisation des opérations et de l'augmentation des marges brutes.
- Résultat net de (2,7) M\$ ou (0,03) \$ par action, en amélioration par rapport à un résultat net de (4,5) M\$, ou (0,04) \$ par action, lors du trimestre correspondant de l'année précédente.

4. Mesures de performance non conformes aux IFRS

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Ces mesures de performance ne doivent pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de la performance calculées en conformité avec les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires.

Par exemple, la Société utilise la notion de bénéfice avant frais financiers, amortissements, frais non liés aux opérations courantes et impôts sur les bénéfices (BAIIA ajusté), libellé aux états financiers sous le nom « Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements ». Le BAIIA ajusté découle du BAIIA défini par la communauté financière comme étant le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements tel qu'il est présenté dans le tableau ci-dessous. Le BAIIA n'a pas d'équivalent aux états financiers de la Société. Ces mesures sont largement répandues dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations. Elles reflètent l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance financière récurrente de la Société. Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

Rapprochement du résultat net au BAIIA

(non audités, en milliers de dollars)

	2019 \$	2018 \$	Écart \$
Résultat net	(2 733)	(4 480)	1 747
Recouvrement d'impôts	(1 051)	(1 550)	499
Charges financières	1 829	1 837	(8)
Dépréciation de l'instrument financier à la juste valeur par le biais du résultat net	—	118	(118)
Amortissements	2 212	2 746	(534)
Perte de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	24	127	(103)
BAIIA	281	(1 202)	1 483

5. Analyse de la performance

5.1 Résultat net

Le tableau qui suit décrit les états consolidés du résultat du premier trimestre de 2019 et 2018 :

États consolidés du résultat du premier trimestre

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2019		2018		Écart	
	\$	%	\$	%	\$	%
Ventes	235 048	100,0	245 890	100,0	(10 842)	(4,4)
Charges opérationnelles, excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	234 767	99,9	247 092	100,5	(12 325)	(5,0)
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	281	0,1	(1 202)	(0,5)	1 483	(123,4)
Amortissements	2 212	0,9	2 746	1,1	(534)	(19,4)
Perte de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	24	0,0	127	0,1	(103)	(81,1)
	2 236	1,0	2 873	1,2	(637)	(22,2)
Résultat opérationnel	(1 955)	(0,8)	(4 075)	(1,7)	2 120	(52,0)
Dépréciation de l'instrument financier à la juste valeur par le biais du résultat net	—	—	118	—	(118)	(100,0)
Charges financières	1 829	0,8	1 837	0,7	(8)	(0,4)
Résultat avant impôts	(3 784)	(1,6)	(6 030)	(2,5)	2 246	(37,2)
Recouvrement d'impôts	(1 051)	(0,4)	(1 550)	(0,6)	499	(32,2)
Résultat net	(2 733)	(1,2)	(4 480)	(1,8)	1 747	(39,0)
Résultat net de base et dilué par action	(0,03)		(0,04)		0,00	0,00

Le résultat net du premier trimestre de 2019 s'est établi à (2,7) M\$, ou (0,03) \$ par action, en hausse de 1,7 M\$ par rapport à (4,5) M\$, ou (0,04) \$ par action, lors du trimestre correspondant de l'année précédente. L'amélioration des coûts et des marges brutes en pourcentage des ventes a contribué à l'augmentation du résultat net, et ce malgré l'effet de la perte de volume des ventes de 4,4% provenant principalement des activités dans le segment Distribution Broadline en Ontario.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période est de 101 139 418 comparativement à 101 306 364 lors du trimestre équivalent de 2018. Cette réduction du nombre d'actions en circulation résulte de la liquidation et dissolution en cours de Investissements Colabor inc., tel qu'annoncé le 15 janvier 2018.

Le tableau qui suit fait état des ventes sectorielles du premier trimestre:

Ventes sectorielles du premier trimestre

(non audités, en milliers de dollars)

	2019	2018		Écart
	\$	\$	\$	%
Ventes avant éliminations				
Segment Distribution	182 448	192 912	(10 464)	(5,4)
Segment Grossiste	67 148	71 530	(4 382)	(6,1)
	249 596	264 442	(14 846)	(5,6)
Ventes inter-segments				
Segment Distribution	1 668	2 034	(366)	(18,0)
Segment Grossiste	12 880	16 518	(3 638)	(22,0)
	14 548	18 552	(4 004)	(21,6)
Ventes consolidées				
Segment Distribution	180 780	190 878	(10 098)	(5,3)
Segment Grossiste	54 268	55 012	(744)	(1,4)
	235 048	245 890	(10 842)	(4,4)

Les ventes consolidées lors du premier trimestre ont atteint 235,0 M\$ comparativement à 245,9 M\$ lors du trimestre équivalent de l'année précédente, soit une diminution de 4,4%.

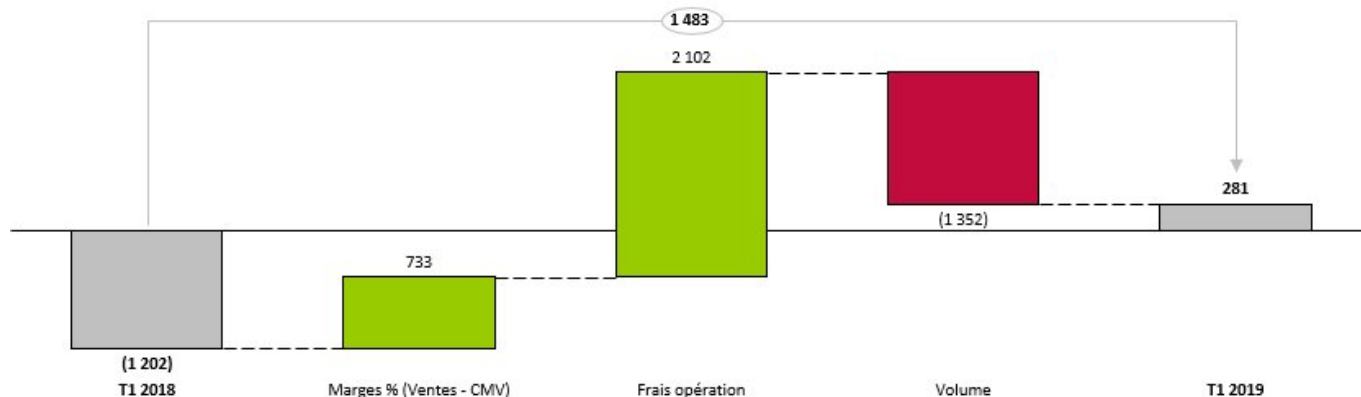
La décroissance de 5,3% des ventes du segment Distribution provient principalement de la perte de volume en Ontario provenant principalement de la perte du contrat d'approvisionnement auprès de la grande chaîne de restauration Montana's BBQ & Bar en Ontario (contrat qui a pris fin le 1 avril 2018). Cette situation a été mitigée par une croissance des ventes provenant des activités de Distribution Broadline au Québec.

La décroissance de 1,4% des ventes du segment Grossiste s'explique principalement par la réduction du volume de ventes provenant des activités de Grossiste Spécialisé dans la viande

Résultat opérationnel avant les amortissements (BAIIA)

Analyse du BAIIA du premier trimestre :

(non audités, en milliers de dollars)



Le BAIIA du premier trimestre de 2019 s'est chiffré à 0,3 M\$ ou 0,1% des ventes comparativement à (1,2) M\$ ou à (0,5)% pour la même période en 2018. La variation s'explique par les éléments suivants:

- Une amélioration du contrôle des coûts provenant de la mise en place du plan de rationalisation de 2018 et du déploiement de mesures d'optimisation des opérations.
- Et d'une amélioration des marges brutes en pourcentage des ventes de 2,5 % par rapport au trimestre de l'année précédente provenant d'un mix de clients plus favorables, de ventes de marques privées et de produits à valeur ajoutée.

Mitigé par:

- Une réduction du volume de vente en Ontario, provenant de la perte de contrat d'approvisionnement auprès de Montana's BBQ and Bar en date du 1 avril 2018, atténué par une amélioration des ventes provenant des activités de Distribution Broadline au Québec.

Dépréciation de l'instrument financier à la juste valeur par le biais du résultat net

Aucune charge n'a été encourue lors du premier trimestre de 2019 en lien avec la liquidation et dissolution en cours de Investissements Colabor Inc.

Amortissement

La charge d'amortissement pour le premier trimestre de 2019 est de 2,2 M\$ comparativement à 2,7 M\$ pour la période correspondante en 2018 alors que les investissements en équipements afin d'améliorer l'efficacité et la productivité étaient supérieurs.

Charges financières

Les charges financières du premier trimestre de 2019 sont demeurées stables, se chiffrant à 1,8 M\$. Les frais d'intérêt portant sur la dette subordonnée de 25,0 M\$ augmentent à 8,0 % en 2019 (par rapport à 7,0 % en 2018).

Recouvrement d'impôts

Le recouvrement d'impôts au premier trimestre de 2019 est de 1,1 M\$, comparativement à un recouvrement de 1,6 M\$ au premier trimestre de 2018. Ceci s'explique principalement par une différence entre le bénéfice comptable et fiscal provenant des dépenses d'amortissement.

5.2. Situation financière

Le tableau qui suit représente les États consolidés de la situation financière du premier trimestre de la Société :

États consolidés de la situation financière

(non audités, en milliers de dollars)

	Au 23 mars 2019 \$	Au 29 décembre 2018 \$	Au 24 mars 2018 \$
Actif			
Courant			
Clients et autres débiteurs	78 735	90 038	83 727
Stock	75 379	78 229	74 189
Frais payés d'avance	2 932	2 911	4 217
Autres	1 814	1 621	1 799
Actif courant	158 860	172 799	163 932
Non courant			
Immobilisations corporelles	10 622	11 142	12 351
Immobilisations incorporelles	36 551	38 090	44 314
Goodwill	70 813	70 813	70 813
Actifs d'impôts différés	5 265	4 383	4 656
Autres	492	581	525
Actif non courant	123 743	125 009	132 659
Total de l'actif	282 603	297 808	296 591
Passif			
Courant			
Découvert bancaire	5 226	5 684	5 496
Fournisseurs et autres créditeurs	81 587	96 562	84 439
Portion à court terme de la dette à long terme	988	1 027	853
Autres	916	533	1 343
Passif courant	88 717	103 806	92 131
Non courant			
Dette à long terme	53 771	50 847	59 359
Débetures convertibles	49 395	49 341	49 160
Obligation au titre de la retraite	1 928	1 066	1 224
Provisions	34	140	2 064
Passifs d'impôts différés	—	253	712
Passif non courant	105 128	101 647	112 519
Total du passif	193 845	205 453	204 650
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	88 758	92 355	91 941
Total du passif et des capitaux propres	282 603	297 808	296 591

Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont en baisse de 11,3 M\$ par rapport au 29 décembre 2018. La Société poursuit ses efforts systématiques afin d'assurer une collection des comptes clients plus efficace. Cette variation reflète également la réduction des ventes par rapport à la fin de l'année financière précédente.

Stocks

Les inventaires sont en baisse de 2,9 M\$ par rapport au 29 décembre 2018. Cette réduction provient d'efforts déployés afin d'améliorer la gestion des inventaires afin de refléter la réduction des ventes par rapport à la fin de l'année financière précédente.

Fournisseurs et autres créditeurs

Le solde des fournisseurs et autres créditeurs est en baisse de 15,0 M\$ par rapport au 29 décembre 2018. Cette baisse s'explique principalement par la réduction des achats afin de maintenir un niveau optimal des stocks à travers l'organisation en fonction de la réduction du volume des ventes ainsi que par le changement des conditions de certains fournisseurs par rapport à la fin de l'année financière précédente.

Capital-actions

Au 1er mai 2019, 101 177 932 actions ordinaires et 50 000 débetures convertibles étaient émises et en circulation et 3 307 304 options d'achat d'actions étaient en circulation dont 903 600 options pouvaient être exercées.

5.3. Flux de trésorerie

Le tableau qui suit représente les flux de trésorerie consolidés pour le premier trimestre de 2019 et 2018:

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(non audités, en milliers de dollars)

	2019 \$	2018 \$
Activités opérationnelles		
Résultat net	(2 733)	(4 480)
Impôts différés	(900)	(1 221)
Amortissements	2 212	2 746
Perte de valeur sur goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles	24	127
Charges financières	1 829	1 837
Autres	(313)	(252)
	119	(1 243)
Variation nette du fonds de roulement	(645)	601
Flux de trésorerie utilisés pour les activités opérationnelles	(526)	(642)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(121)	(1 062)
Produit de dispositions d'immobilisations corporelles	17	15
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(55)	(79)
Autres	31	51
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(128)	(1 075)
Activités de financement		
Utilisation de la facilité de crédit	3 007	4 607
Paiement en vertu de contrats de location	(251)	(187)
Charges financières payées	(1 644)	(1 640)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	1 112	2 780
Variation nette du découvert bancaire	458	1 063
Découvert bancaire au début	(5 684)	(6 559)
Découvert bancaire à la fin	(5 226)	(5 496)

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles lors du premier trimestre se chiffrent à (0,5) M\$ comparativement à (0,6) M\$ pour la période équivalente en 2018. Cette variation s'explique par une légère diminution du fonds de roulement provenant d'une réduction des comptes fournisseurs malgré l'amélioration du résultat net.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement du premier trimestre se sont chiffrés à 0,1 M\$ et sont inférieurs à ceux du premier trimestre de 2018, qui se chiffraient alors à 1,1 M\$, provenant de la réduction des investissements en immobilisations corporelles par rapport à la période équivalente de l'année précédente.

Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement du premier trimestre se chiffrent à 1,1 M\$ par rapport à 2,8 M\$ pour la même période en 2018, provenant de l'augmentation de l'utilisation de la facilité de crédit.

6. Résumé des derniers trimestres

Le tableau qui suit présente le résumé des résultats des huit derniers trimestres :

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2019				2018		2017	
	T1 (84 jours)	T4 (112 jours)	T3 (84 jours)	T2 (84 jours)	T1 (84 jours)	T4 (112 jours)	T3 (84 jours)	T2 (84 jours)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	235 048	366 122	291 006	299 898	245 890	401 557	319 334	331 372
BAIIA ajusté	281	5 920	7 628	6 062	(1 202)	7 057	7 682	9 018
Résultat net	(2 733)	(1 902)	1 180	817	(4 480)	509	(18 753)	3 097
Résultat net de base et dilué par action	(0,03)	(0,02)	0,01	0,01	(0,04)	0,00	(0,18)	0,03

7. Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées de la Société sont constituées de ventes survenues avec Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la Société. Les opérations ont été effectuées conformément aux différents contrats régissant les relations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc., dans le cours normal des affaires.

Le tableau qui suit fait état des opérations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc. :

(non audités, en milliers de dollars)

	Au 23 mars 2019 \$	Au 24 mars 2018 \$
États consolidés du résultat		
Ventes	5 293	4 920
États consolidés de la situation financière		
Clients et autres débiteurs, nets des remises à payer	1 305	988
Option d'achat de Dubé & Loiselle Inc. ^(a)	500	500

^(a) Dans le cadre de l'opération de recapitalisation survenue en octobre 2016, la Société a versé une somme de 0,5 M\$ à Gestion Robraye Ltée en contrepartie de l'option d'acquiescer Dubé & Loiselle Inc. dans les trois ans suivant la clôture de l'opération de recapitalisation. La Société juge qu'elle n'a ni le contrôle, ni l'influence pour consolider cette entité dans ses états financiers. Elle est plutôt considérée comme une partie liée de la Société.

8. Événement postérieur à la date de clôture

En date du 2 mai 2019, la Société annonce la nomination de M. Pierre Gagné, CPA, CA, MBA, au poste de Premier vice-président et chef de la direction financière. Son entrée en poste est prévue pour le 27 mai 2019. M. Gagné possède plus de 30 ans d'expérience en finance, ayant occupé des postes de chef de la direction financière auprès de grandes sociétés privées et publiques, dont Services de Transport FLS Limitée, GDI services aux immeubles inc. et Cogeco inc./Cogeco Cable inc.

9. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligation relative à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de crédit bancaire de l'ordre de 3,8 M\$, soutenant la location d'un des centres de distribution de la Société et la marge de crédit auprès de certains fournisseurs.

10. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle datée du 21 février 2019 la « Notice » et accessible via le site de SEDAR à www.sedar.com et sur le site de la Société au www.colabor.com. Les risques qui sont décrits à la Notice sont incorporés dans le présent rapport de gestion par renvoi.

11. Estimations et jugements importants

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges.

Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés.

L'information sur les jugements, les estimations et les hypothèses significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Estimations

Perte de valeur des clients et autres débiteurs

Le montant comptabilisé au titre de perte de valeur des clients et autres débiteurs est fondé sur l'estimation de la direction des risques associés à chacun des clients et aux autres débiteurs de la Société en fonction des pertes subies dans le passé, de l'expérience de recouvrement et de l'incidence de la conjoncture économique actuelle et prévue.

Remises des fournisseurs

La Société constate les remises des fournisseurs en estimant le degré d'atteinte des conditions donnant droit aux remises.

Perte de valeur sur l'instrument financier à la juste valeur par le biais du résultat net

La direction examine la présence d'indices de dépréciation de l'instrument financier à la juste valeur par le biais du résultat net à chaque date de présentation de l'information financière. Lorsque la direction détermine que l'actif a subi une dépréciation, la perte cumulée comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est reclassée aux résultats.

Évaluation du stock

Le stock est évalué au montant le moins élevé du coût et de la valeur nette de réalisation. Lorsqu'elle estime la valeur nette de réalisation, la direction tient compte des indications les plus fiables dont elle dispose au moment où les estimations sont faites. La quantité, l'âge et la condition du stock sont mesurés et évalués régulièrement au cours de l'année.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière en fonction de l'utilité prévue des actifs de la Société. Les résultats réels peuvent toutefois être différents en raison d'obsolescence technique, particulièrement en ce qui a trait au matériel informatique et aux logiciels de distribution.

Actifs d'impôts différés

L'évaluation de la probabilité du bénéfice imposable futur pour lequel les actifs d'impôts différés pourront être utilisés s'appuie sur les dernières prévisions budgétaires approuvées de la Société, lesquelles sont ajustées pour tenir compte des charges et des produits significatifs non imposables ainsi que sur les limites d'utilisation des pertes non utilisées. Si une prévision positive de bénéfice imposable indique qu'il est probable que les actifs d'impôts différés soient utilisés, plus particulièrement si cette utilisation n'est soumise à aucune limite de temps, ces actifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés en entier. La direction évalue individuellement la comptabilisation des actifs d'impôts différés assujettis à certaines limites juridiques ou économiques ou à des incertitudes, en tenant compte des faits et des circonstances propres à chacun.

Obligation au titre de la retraite

La direction procède à une estimation annuelle de son obligation au titre de la retraite avec le soutien d'actuaire indépendants; toutefois, le résultat réel peut différer en raison d'incertitudes liées à l'estimation. L'estimation de son obligation au titre de la retraite est fondée sur des taux d'inflation et de mortalité jugés raisonnables par la direction. Elle tient également compte des prévisions spécifiques de la Société relativement aux futures augmentations de salaires et à l'âge de départ à la retraite des salariés ainsi que d'autres facteurs actuariels. Les taux d'actualisation sont déterminés vers la fin de chaque exercice par référence aux obligations d'entités de haute qualité et libellées dans la même monnaie que les prestations à verser et ayant des échéances similaires à celles du passif lié à la retraite connexe. Il existe des incertitudes quant aux estimations qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des obligations de la Société au titre des prestations constituées.

Jugements importants

Perte de valeur des marques de commerce et du goodwill

Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable. La direction détermine la valeur recouvrable en procédant à une estimation des flux de trésorerie futurs prévus provenant de chaque actif ou unité génératrice de trésorerie, puis elle détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la direction pose des hypothèses relativement aux résultats opérationnels futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent différer et donner lieu à des ajustements significatifs aux actifs de la Société au cours des prochains exercices.

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation comporte l'estimation de l'ajustement approprié pour tenir compte du risque du marché et d'un ajustement approprié pour les facteurs de risque propres aux actifs.

Option d'achat de Dubé & Loiselle Inc.

Au cours de l'exercice 2016, la Société a acheté une option pour acquérir Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la Société. Cette option d'achat est valide pour une durée de trois ans. La Société jugeant qu'elle n'a ni le contrôle ni l'influence nécessaire sur les décisions de gestion de Dubé & Loiselle Inc. pour consolider cette entité dans ses états financiers, celle-ci est plutôt considérée comme une partie liée à la Société.

12. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS. Le président et chef de la direction a évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 23 mars 2019. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) étaient efficaces. Pour l'exercice terminée le 23 mars 2019, il n'y a eu aucune modification du processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière ni des contrôles et procédures de communication de l'information financière ayant une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes et procédures.

13. Instruments financiers

La juste valeur des clients et autres débiteurs, des prêts à recevoir, du découvert bancaire, des fournisseurs et autres créiteurs (excluant les taxes à la consommation à payer et la rémunération à payer) ainsi que de la portion courante de l'emprunt bancaire est comparable à la valeur comptable en raison des courtes échéances, donc la valeur temps de l'argent est non significative.

La valeur comptable et la juste valeur des autres instruments financiers dans les états consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

	Au 23 mars 2019		Au 29 décembre 2018	
	Valeur comptable \$	Juste valeur \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
Passifs financiers				
Non courants				
Facilité de crédit	25 228	25 228	22 108	22 108
Dette subordonnée	24 879	24 919	24 862	24 929
Débentures convertibles	49 395	38 500	49 341	31 500
	99 502	88 647	96 311	78 537

La juste valeur de l'instrument financier à la juste valeur par le biais du résultat net a principalement été déterminée selon le cours acheteur à la date de clôture de l'actif sous-jacent.

La juste valeur de la portion non courante de l'emprunt bancaire est équivalente à la valeur comptable.

La juste valeur de la dette subordonnée a été déterminée en actualisant les flux monétaires futurs au taux de 8,0 % (7,0 % au 29 décembre 2018), soit le taux en vigueur de la dette subordonnée.

La juste valeur de la composante passif des débentures convertibles (niveau 1) a été déterminée en fonction du cours auquel elles se transigent au 23 mars 2019.

Instruments financiers évalués à la juste valeur

Les actifs et les passifs financiers évalués à la juste valeur sont présentés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, qui regroupe en trois niveaux les actifs et les passifs financiers selon l'importance des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur de ces éléments. Les trois niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur sont les suivants :

- Niveau 1 : prix cotés (non réajustés) sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement;
- Niveau 3 : données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables.

Les instruments financiers de la Société, comptabilisés à la juste valeur, se composaient du placement en actions d'Investissements Colabor Inc. (niveau 2) au cours des périodes de 2017. Depuis la liquidation de ce dernier lors du premier trimestre de 2018, la Société ne détient plus d'actif financier comptabilisé à la juste valeur (niveau 2) en date du 23 mars 2019. Les passifs financiers de la société se détaillent comme suit: facilité de crédit (niveau 1), débenture (niveau1) et dette subordonnée (niveau 2).